

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19323 - 75ÈME ANNÉE

Filière canne : le versement de l'aide d'État de 28 millions d'euros toujours pas inscrit dans le budget de l'année prochaine

Le PCR appelle le gouvernement à respecter l'engagement de l'État



Julie Pontalba, Yvan Dejean, Maurice Gironcel et Johnny Backary Lagrange.

Hier lors d'une conférence de presse tenue par Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, Yvan Dejean, porte-parole, Johnny Lagrange Backary, secrétaire et Julie Pontalba, membre du Comité central, le Parti communiste réunionnais a réaffirmé son soutien à la filière canne et a fait part de sa solidarité dans le combat mené pour que le gouvernement respecte l'engagement de l'État à verser l'année prochaine comme prévu la

somme de 28 millions d'euros destinée à compenser les effets de la suppression du quota sucrier réunionnais. Plus de 18.000 emplois sont en jeu.

Maurice Gironcel rappelle que la filière canne-sucre-rhum est le pilier de notre agriculture et permet la diversification. Le PCR alerte depuis plusieurs années sur les effets de la suppression des quotas, précise-t-il. Le secrétaire général

du PCR souligne que « les syndicats de planteurs, le syndicat du Sucre et Tereos seront reçus par le préfet. Dans ces rendez-vous est posé l'avenir de la canne ».

Tereos avait alerté le gouvernement depuis le 21 mai dernier, et jusqu'à aujourd'hui Tereos n'a reçu aucune réponse à son courrier demandant d'inscrire dans la loi de finances par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture la somme de 28 millions d'euros.

18300 emplois menacés

Le PCR rappelle qu'en 2014, François Hollande sur la plate-forme de Bois-Rouge avait pris des engagements fermes, courant de 2017 à 2021. Ce même engagement a été réitéré par le candidat Macron durant la campagne de la présidentielle.

Le PCR réclame le respect de la parole donnée et que les engagements soient respectés. « 18300 emplois risquent de disparaître, la situation sociale deviendra encore plus grave en cas d'arrêt de la canne à La Réunion. Qui peut prendre la responsabilité de mettre au chômage 18300 personnes dans un contexte de chômage massif ? », interroge Maurice Gironcel.

« La remise en cause des 28 millions entraînera un déséquilibre de toute l'agriculture. Une bonne partie de l'alimentation du bétail est fait avec les fibres de la canne. A côté de la canne, les agriculteurs font un peu de maraîchage et d'éle-

vage », poursuit-il. Le secrétaire général du PCR note que « la disparition de la filière canne aurait un impact très important sur le plan économique, avec un creusement du déficit abyssal de notre balance commerciale, avec la quasi-disparition des exportations ». Cela signifie également « l'aggravation du néocolonialisme » à La Réunion. Sur le plan environnemental, la canne est un puits de carbone atténuant le changement climatique, et protège les terres arables.

Préserver le modèle social agricole

« L'immense majorité des 28 millions d'euros va vers les planteurs. Cela participe à l'écoulement, au transport, au maintien et à la recherche à travers R'Cane. C'est pour rester compétitif avec la suppression des quotas », indique Maurice Gironcel. Pour le PCR, « le gouvernement doit respecter l'en-

gagement de l'État en inscrivant l'aide compensatoire dans le budget ».

« Et dès maintenant, il faut préparer l'après 2021 pour préserver le modèle social agricole réunionnais, avec de petites exploitations », précise-t-il.

Maurice Gironcel conclut sur le volume financier des aides, « la PAC finance 80 % de la politique agricole en France, contre 75 % à La Réunion ».

« Le mouvement des gilets jaunes a permis d'arracher 17 milliards d'euros. Les 38 millions d'euros représentent 0,2 % de ces 17 milliards. Espérons que le gouvernement n'a pas comme idée de faire des économies sur le dos des planteurs sinon nous sommes à la veille d'une grave crise. »

M.M.



Le PCR rappelle qu'en 2014, le président de la République François Hollande a pris au nom de l'Etat des engagements fermes jusqu'en 2021, confirmés par son successeur Emmanuel Macron durant la campagne de l'élection présidentielle.

Présentation d'une analyse de la situation

PCR : « Il nous faut définir une nouvelle politique »

En préambule au sujet principal de la conférence de presse, la filière canne, Yvan Dejean, porte-parole du PCR, a présenté une analyse de la situation dans laquelle se déroule la crise accentuée par la non-inscription d'une aide de 28 millions d'euros pour la filière canne.

Yvan Dejean rappelle tout d'abord que La Réunion est au bord du gouffre. Et il note la critique acerbe contre le gouvernement sur le manque de visibilité des aides : la Production réunie alerte sur la filière bovine. Dans le BTP, les chiffres font froid dans le dos : 17000 salariés et 18000 chômeurs.

448 entreprises liquidées. Depuis quelques jours, Tereos et les syndicats de planteurs alertent sur les 28 millions d'euros.

« La Réunion souffre du cancer du chômage : 149000 demandeurs d'emploi en catégorie A. À cela s'ajoute la baisse drastique du nombre de contrats aidés », poursuit le porte-parole du PCR qui dénonce aussi la remise en cause des droits des chômeurs avec la réforme de l'assurance chômage. Il rappelle aussi un coût de la vie trop élevé, dénoncé toujours plus largement.

Enfin, pour le brevet « on marche sur la tête » en raison du report de l'examen à La Réunion à cause de

la canicule en France. « Pourquoi ne pas faire passer les épreuves à Paris ? ».

« La politique du gouvernement est dénoncée. L'intégration à une métropole à 10000 kilomètres n'est pas une solution. Il nous faut définir une nouvelle politique, c'est dans ce contexte que se déroulent les graves problèmes sur la filière canne et l'agriculture en général », conclut Yvan Dejean.

M.M.

In kozman pou la rout

« Si ou i manz avèk Grandyab i fo out kuiyèr néna gran mansh »

Ala in kozman i sort dann Haïti - in proverb péi laba dann zantiy pa tro loin par raport l'amérik : li lé dann loséan atlantik é nou isi nou lé dann loséan indien. Li fé parti sak i apèl gran zantiy é nou nou lé dann Maskarègn. Mé sak lé vré laba, lé vré galman isi shé nou. Lo dyab sé lo mal é néna in bon pé d'moun i sign kontra avèk lo mal. Ou i antann par isi in pé i transport la drog, par laba néna in pé i détourn larzan, l'ot koté i fé tout sort kalité krime ou i gingn mèm pa maziné. Mète out doi dsi marmite sho, va rash out po. Sign zakor avèk lo mal é ou va fé mal aou galman. Sé pou sa, lé pa konséyé, mé si ou la désidé sign kontra avèk lo mal kroi pa ou i sava sort prop ladan. Di aou bien, i fo ou i port antansyon zour é nuite, nuite é zour, pars si ou i pans ou néna lé zarm kont lo mal, di aou galman lo mal néna lé zarm kont ou. Si out kuiyèr néna gran mansh, kuiyèr grandyab galaman lo mansh lé long. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrou pli d'van. Sipétadyé !

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Comité d'orientation stratégique départemental de l'agriculture

L'agriculture réunionnaise au bord de l'explosion



Réunion du COSDA hier au Crédit Agricole.

Ambiance tendue hier lors du Comité d'orientation stratégique départemental de l'agriculture (COSDA) organisé pour présenter des documents de l'État, car tout un pan de notre économie a fait part du risque d'explosion sociale en raison de la remise en cause de l'aide compensatoire due à la filière canne et du manque de visibilité du soutien de l'État dans les autres secteurs. D'où un sentiment largement partagé : de quelle stratégie discuter si l'essentiel, la survie de la filière canne, n'est pas assuré ?

Organisé hier au Crédit agricole, le COSDA a vu la présentation de plusieurs documents stratégiques par Philippe Simon, Directeur de l'agriculture et de la forêt, notamment celui relatif à l'avenir de la filière canne.

Cette rencontre a eu lieu au moment où ce secteur économique traverse une crise importante, en raison du manque de visibilité de la politique de l'État dans ce domaine. C'est ce qu'illustre en particulier la non-inscription d'une aide d'État de 38 millions d'euros destinée à compenser la suppression des quotas sucriers

en Guadeloupe et à La Réunion. Sur cette somme, 28 millions d'euros doivent revenir à La Réunion. Rappelons que pour l'industriel Tereos, faute de respect de cet engagement, soit le prix de la canne diminuera, soit les deux usines du Gol et de Bois-Rouge fermeront. Or à La Réunion, la filière canne est considérée comme le « pivot de l'agriculture » car c'est autour d'elle que s'organisent les autres productions, considérées comme des diversifications. D'où une inquiétude générale dans toutes les filières.

« Que faut-il faire en 2020 ? »

Philippe Simon terminait alors la présentation du Plan de relance de l'agriculture réunionnaise, faisant état d'un soutien public de 70 millions d'euros pour réparer les dégâts des trois tempêtes tropicales qui ont touché notre île l'année dernière. Florent Thibault, co-président industriel du CPCS a alors interpellé le chef de service de l'État, demandant en substance si des mesures sont prévues pour faire face aux

« cyclones politiques et économiques » que sont les incertitudes sur l'aide d'État de 28 millions d'euros due à la filière canne jusqu'en 2021, et sur les fonds du CIOM d'un montant de 40 millions d'euros.

C'est ensuite Isidore Laravine, co-président planteur du CPCS, qui a résumé la situation de sa profession : « j'ai commencé à récolter lundi, et immédiatement après je dois préparer la prochaine récolte. L'État est-il capable de me garantir l'achat de mes cannes l'année prochaine ? ». En effet, les planteurs sont dans l'obligation d'engager dès maintenant des fonds pour commander l'engrais afin que le produit arrive à la fin de l'année. Vos projets on peut les faire, mais y aura-t-il une filière canne l'année prochaine ? » Un autre dirigeant de la CGPER, Jean-Michel Moutama, a abondé dans le même sens : « les planteurs peuvent-ils commander leur engrais ? Que faut-il faire en 2020 ? » Sylvie Lemaire, du Syndicat du Sucre, a expliqué que dans ces conditions, la raffinerie annoncée par Tereos ne peut pas se faire. Elle a également demandé la date précise de la réponse du gouvernement à la demande de la filière.

Inquiétude générale

Bruno Robert, vice-président de la Chambre d'agriculture et président de Jeunes agriculteurs déplore que « Tereos fasse le téléphone chinois » avec le gouvernement et que cela soit le seul canal d'information selon lui. « Il n'y a pas de communication claire de l'État à ce sujet », précise-t-il, indiquant avoir été la veille aux nouvelles à Paris sans pouvoir recueillir davantage

d'information. « Avec des telles incertitudes, les jeunes ne s'installent plus ». Il ne veut malgré tout « pas croire que l'État soit prêt à sacrifier plus de 7000 exploitations agricoles ».

Dominique Gigan, président de la FDSEA demande si « les canniers sont associés aux 28 millions d'euros », et souligne qu'il n'y a pas de transparence de Tereos.

Même inquiétude du côté du Crédit agricole, avec des sociétaires qui sont dans l'incertitude totale sur leur avenir.

Philippe Simon rappelle que la filière reçoit chaque année 140 millions d'euros de fonds publics, « on épluche les comptes de l'industriel » ce qui lui fait dire en substance que l'argent n'est pas gaspillé. Il précise aussi qu'en contrepartie des 28 millions d'euros, l'industriel s'engage à acheter toutes les cannes « saines, loyales et marchandes » livrées selon un prix défini par la Convention canne. Il explique qu'à Paris, c'est la phase de « construction des budgets ministériels ». Il indique que les différentes motions votées par les syndicats et les collectivités ont été rassemblées dans un argumentaire que le préfet apportera avec lui à Paris la semaine prochaine. Et de souligner qu'il faut faire des propositions pour préparer la future Convention canne.

Le problème des importations

Un autre problème est posé par Bruno Robert : le problème des importations de produits agricoles, accentué par la signature d'un accord commercial avec le MERCOSUR. Or, les normes sanitaires et sociales de ces pays, notamment le Brésil, entraînent une concurrence déloyale avec les produits réunionnais : « n'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas »

Patrick Hoarau de la Fédération réunionnaise des coopératives agricoles, « avec les importations on est au bord de l'explosion, nous n'arri-

rons plus à retenir nos planteurs et nos éleveurs ». Un éleveur de volailles explique que 12000 tonnes sont produites chaque année à La Réunion, alors que le volume des importations atteint 21000 tonnes. Ces marchandises importées sont produites à bas-coût. Et elles contournent facilement les mesures

de sauvegarde qui pourraient être prises en appliquant l'article 64 de la loi sur l'égalité réelle outre-mer.

L'agriculture réunionnaise est donc au bord de l'explosion. L'attitude jusqu'à présent du gouvernement est loin de désamorcer la crise.

M.M.

Le PCR demande de récuser les accords avec le Mercosur et le Vietnam

Le week-end dernier, l'Union européenne a signé des accords commerciaux avec le MERCOSUR et le Vietnam. C'est une concurrence supplémentaire pour l'économie réunionnaise, d'autant plus que le Brésil, membre du MERCOSUR, est un des plus importants exportateurs de produits agricoles, dont le sucre. Les intérêts réunionnais n'ont pas été défendus dans ces négociations estime le PCR, qui demande de récuser ces accords commerciaux.

Durant la conférence de presse tenue hier matin par le PCR, Julie Pontalba rappelle que la semaine dernière, lors de la rencontre du G20 au Japon, L'UE a signé un accord avec le MERCOSUR, puis le lendemain avec le Vietnam, un dernier coup d'éclat de la Commission européenne sortante. L'accord avec le MERCOSUR doit néanmoins être ratifié par tous les États membres de l'Union européenne.

« Ces questions étaient cachées lors des élections européennes, les Français de la Commission n'ont rien dit », souligne Julie Pontalba, qui était candidate à ce scrutin.

« Comment les producteurs vont-ils faire face à la concurrence mondiale. Nous importons déjà des produits du Vietnam et du MERCOSUR alors qu'il faut privilégier les circuits courts moins polluants et plus contrôlés », indique Julie Pontalba.

L'accord intervient au moment où le Brésil, membre du MERCOSUR autorise 150 produits phytosanitaires en plus, et pratique la déforestation au mépris des peuples autochtones et de la protection de la biodiversité. Le PCR demande de récuser ses accords.

Le PCR attire l'attention sur une urgence évoquée lors de la campagne des Européennes : la signature des accords de partenariat économique.

« 5 ans après le Sommet de la Commission de l'océan Indien à Moroni demandant d'accélérer les négociations, où en est-on ? Pourquoi cette rétention d'information ? Rappelons que la France est membre de l'UE, de la COI et a un statut d'observateur dans les discussions de l'APE. Qu'attend la France pour mettre à la disposition des Réunionnais les informations dont elle dispose ? »

La signature des accords commerciaux par l'Union européenne rappelle que « nous ne pouvons faire confiance à personne. L'Union européenne n'a pas respecté nos spécificités sur le sucre ».

À ces accords de libre-échange, le PCR propose une alternative : le co-développement solidaire avec les pays de notre région. « Nous serons un ensemble de 50 millions d'habitants, nous pourrions travailler ensemble à une société plus juste », conclut Julie Pontalba.

M.M.

Oté

Kansa in désizyon dann sans la santé d'moun épi lo réspé nout foré ?

Mésyé, médam, la sosyété, mi sort lir in nouvèl mi koné pa si i fo ète kontan d'aprann, sansa si i fo nou lé tris d'antann in nouvèl konmsa. Zot i koné l'ONF (lofis nasyonal bann foré) : sé li ki okip la plipar bann foré La Rényon, sé li k'i okip tout bann rout foréstyèr.. Zot i koné glyphosate-in poizon danzétab néna in pé dann tout dézèrban. Bin ala lo nouvèl : i paré l'ONF i tiliz ar pi lo glyphosate isi La Rényon.

Glyphosate ! Sa i di azot kékshoz sa ?

Zot i pé alé dann bann gran sirfas é-sof si la fine tiré dann réyon-zot va oir bann dézèrban é si zot i lir bien lo létikète zot va oir marké an pti konm si la ont, « glyphosate » épi si zot néna la shans tonm dsi in vandèr i koné in pé lo tik tak, va dir azot produi-la i atak lo klorofil épi i tyé lo zèrb mèm pa dann in domi-zourné , in bon lkalité poizon konm zot i oi !

Mé avan li ariv dann gran sirfas la vèrs ali dopi l'aviyon dann bann foré vietnam konm défolyan konmsa bann solda révolisyonèr té i gingn pi éskiv bann bombardman. Sa la pa anpèsh bann vietnammien gingn la guèr libérasyon é foute inn pil bann zamérikain épi zot bann valé, mé apré.. Lo konsékans de sa ziska zordi ankor : bann solda amérikain i gingn zanfan andikapé, bann moun vietnam galman i gingn parèye. Alor, arienk pou sa in rokonvèrsyon lo produi d'guèr sé in n'afèr bien éskandalé.

Zordi, in pé partou bann pèp i amenn in konba kont lo glyphosate é bann kapitalis i fé tout pou k'i inerdi pa produi-la, mé moin lé sir zot i koné sa. Konm l'ONF i koné sa é sé pou sa mi trouv sé in vré éskandal ké la ansèrv bann poizon-la dann nout péi. I paré sé an pti kantité mé sof si sé in n'afèr danzéré épi in n'afèr initil mi oi pa pou kosa i ansèrv ali. Solman di azot dan La Frans i ansèrv ankor soisant dis èrbisid épi fonzisid dann bann foré kisoï piblik kisoï privé.

Alor, kansa in vré bone désizyon ? Kansa in vré épi bone désizyon I sava dann sans la santé d'moun épi la protéksyon la natir konm k'I fo ? i Fo atann i n vré éskandal i pète alor !

Justin